

Cultiver la résilience

Recommandations politiques pour l'agriculture
céréalière régénératrice au Canada

ZIANA AHMED, BLAKE BUCKLE, MAXENCE JOSEPH,
GIDEON MORDECAI, LINDA TCHOMBÉ ET ELVIS WONG



Le Fellowship d'Action Canada est un programme de leadership en politique publique qui s'échelonne sur 10 mois. Il vise à approfondir la compréhension du Canada par les leaders émergents.es et à développer les compétences nécessaires pour relever les défis de notre nation en matière de politiques publiques. Chaque année, Action Canada choisit un enjeu important que les fellows examinent au cours du fellowship. Répartis en groupes de travail, les fellows collaborent avec des experts.es et des parties prenantes à l'échelle nationale pour élaborer un rapport présentant des solutions politiques, dans le but d'enrichir le discours national sur les défis critiques auxquels les Canadiens.nes sont confrontés.es. En 2024-2025, le fellowship s'est concentré sur l'avenir du secteur des ressources naturelles.



Le Forum des politiques publiques travaille à l'amélioration des résultats des politiques canadiennes en collaboration avec les élus et les fonctionnaires de tous les paliers de gouvernement, le secteur privé, les syndicats, les établissements d'enseignement supérieur, les ONG et les groupes autochtones. Organisation non partisane portée par ses membres, le FPP œuvre « de l'inclusion à la conclusion » en organisant des débats sur des questions politiques fondamentales et en préconisant de nouvelles options et des voies à suivre. Depuis plus de 30 ans, le FPP supprime les barrières entre les secteurs, contribuant ainsi à des changements appréciables qui permettent de construire un meilleur Canada.

130 Albert Street, Suite 1400 | Ottawa, Canada K1P 5G4 | (613) 238-7858

© Action Canada Fellowship and Public Policy Forum, 2025.



ÉDITION DIGITALE

Télécharger une version digitale
de ce rapport [ici](#)

Table des matières

06 Résumé

08 Introduction

10 La durabilité est menacée

15 Les avantages de l'agriculture régénératrice

18 Les obstacles à l'adoption de pratiques régénératrices

21 La nécessité d'intensifier les efforts actuels du gouvernement

23 Recommandations de politiques publiques

- » Incorporer l'apprentissage des pratiques régénératrices dans les programmes de formation en agriculture.
- » Financer des plateformes régionales de partage de connaissances.
- » Accroître les investissements dans les recherches régionales qui évaluent les avantages des pratiques régénératrices.

- » Promouvoir les normes existantes auprès des agriculteurs et des consommateurs.
- » Accroître les programmes de financement qui réduisent les risques liés à l'adoption de technologies régénératrices pour les agriculteurs.
- » Mettre à l'essai des programmes d'assurance alternatifs.
- » Adapter les programmes actuels de gestion des risques de l'entreprise pour encourager les pratiques régénératrices.
- » Co-élaborer des politiques en partenariat avec les agriculteurs, les peuples autochtones et les communautés sous-représentées.

31 Conclusion

32 Notes de fin de page

33 Annexe A

- » Exemples de pratiques agricoles régénératrices.

34 Annexe B

- » Entrevues avec des spécialistes.

Au sujet des auteurs



ZIANA AHMED

est économiste et occupe actuellement le poste de conseillère auprès du directeur général pour le Canada, l'Irlande et les Caraïbes au Fonds monétaire international. Ziana est originaire de Calgary, Alberta, et vit actuellement à Washington, D.C.



BLAKE BUCKLE

est directeur du développement des affaires chez Da Daghay Development Corporation, la division du développement économique du Conseil Ta'an Kwäch'än. Il vit à Whitehorse au Yukon.



MAXENCE JOSEPH

est économiste spécialisé dans le domaine du développement économique, et s'intéresse particulièrement au soutien aux achats locaux dans les commerces. Maxence vit à Québec, dans la province de Québec.



GIDEON MORDECAI

est associé de recherche à l'Institut des océans et des pêches à l'Université de la Colombie-Britannique, et se spécialise dans l'écologie des virus et la biologie de conservation. Gideon est originaire du Royaume-Uni et vit maintenant à Sea-to-Sky Corridor près de Vancouver en Colombie-Britannique.



LINDA TCHOMBÉ

œuvre dans le domaine de la philanthropie, aidant les personnes et les organisations à définir et à donner vie à leurs projets philanthropiques. Elle vit à Saint-Jean-sur-Richelieu au Québec.



ELVIS WONG

est directeur à la Banque Royale du Canada et œuvre plus particulièrement dans les domaines de la durabilité et de l'impact. Il vit à Toronto en Ontario.

RECONNAISSANCE TERRITORIALE

Nous reconnaissons que les terres agricoles au Canada sont les territoires traditionnels des peuples autochtones, lesquels en ont pris soin et les ont cultivées depuis des temps immémoriaux. De nombreux principes d'agriculture régénératrice sont ancrés dans divers savoirs autochtones qui valorisent l'équilibre, la réciprocité et le respect de la terre. Les « Trois Sœurs » - maïs, haricot et courge - incarnent cette sagesse. Traditionnellement cultivées ensemble, elles forment une relation symbiotique qui nourrit le sol, favorise la biodiversité et soutient les communautés.

AVERTISSEMENT

Ce projet a été entrepris dans le cadre du fellowship d'Action Canada, un programme national de développement du leadership et d'engagement politique offert en partenariat avec le Forum des politiques publiques et Action Canada. Les points de vue, les opinions, les positions et les stratégies exprimés dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement les points de vue, les opinions, les positions et les stratégies du Forum des politiques publiques, d'Action Canada, de la Fondation Action Canada et du gouvernement du Canada.

Résumé

Le secteur de l'agriculture au Canada, pierre angulaire de notre économie et vital pour les communautés dans tout le pays, se trouve à un moment charnière

Le défi est clair : les événements météorologiques extrêmes, la population vieillissante, l'amoindrissement des terres arables et l'augmentation des coûts poussent le secteur à un point de rupture. En même temps, la demande mondiale en denrées alimentaires ne cesse de s'intensifier, et le Canada est appelé à jouer un rôle de premier plan pour nourrir une population grandissante dans le monde. Les enjeux n'ont jamais été aussi élevés.

Assurer un avenir durable pour l'agriculture canadienne exige de prendre des mesures transformatrices. L'agriculture régénératrice, par sa capacité à rétablir les écosystèmes, à offrir une protection contre les changements climatiques et à améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs, n'est pas qu'une option, c'est une nécessité. C'est le moment d'agir maintenant.

Les événements météorologiques extrêmes causent déjà des ravages sur les rendements des cultures, les budgets et le bien-être des agriculteurs. Si nous ne prenons pas de mesures décisives, les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole, lesquelles se sont déjà accrues de 39 % entre 1990 et 2021¹, pourraient s'accroître de 47 % de plus d'ici 2050² et compromettant ainsi les objectifs climatiques du Canada. Les avantages potentiels des pratiques régénératrices sont également frappants : elles ont prouvé leur capacité à accroître la rentabilité des exploitations agricoles, à renforcer leur résilience et à réduire considérablement les émissions.

Notre rapport suggère une avenue à la fois ambitieuse et réalisable. Nous proposons huit recommandations audacieuses pour accélérer l'adoption de pratiques régénératrices et positionner le Canada à titre de leader mondial en agriculture régénératrice.

Avec un leadership courageux et une intervention rapide, le Canada peut transformer ce défi en un tremplin pour l'innovation et le leadership. Ensemble, nous pouvons bâtir un avenir prospère et durable pour l'agriculture au Canada, et pour les générations futures qui en dépendent.

Tableau 1: Tableau récapitulatif des recommandations

BARRIÈRES À L'AGRICULTURE RÉGÉNÉRATRICE	OBJECTIFS DES POLITIQUES	RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES
Manque de sensibilisation	Accroître la sensibilisation aux pratiques régénératrices et leur adoption	Incorporer l'apprentissage des pratiques régénératrices dans les programmes de formation en agriculture
Manque de connaissances sur la mise en œuvre des pratiques	Développer des systèmes de connaissances pertinents à l'échelle régionale et locale	Financer des plateformes régionales de partage des connaissances
Scepticisme quant aux avantages	Fournir des preuves concrètes et pertinentes qui soutiennent l'adoption de pratiques régénératrices	Investir davantage dans les recherches régionales pertinentes qui évaluent les avantages des pratiques régénératrices
Incapacité des agriculteurs à différencier les produits issus de l'agriculture régénératrice auprès des consommateurs	Fournir des avenues aux agriculteurs régénérateurs pour différencier leurs produits et favoriser une plus grande sensibilisation et une demande accrue des consommateurs	Promouvoir les normes existantes de l'agriculture régénératrice auprès des agriculteurs et des consommateurs
Investissement initial et risques	Fournir un soutien aux agriculteurs pour réduire les coûts et les risques liés au changement de pratiques	Accroître les programmes de financement qui favorisent l'adoption de technologies régénératrices par les agriculteurs
Incompatibilité des mesures incitatives avec les programmes actuels	Éliminer les obstacles à l'adoption de nouvelles pratiques agricoles dans les programmes existants	<p>» Mettre à l'essai des programmes d'assurance alternatifs</p> <p>» Adapter les programmes existants de gestion des risques de l'entreprise pour encourager les pratiques régénératrices</p>
Méfiance des agriculteurs envers la conception de certains programmes	Renforcer la confiance par l'entremise d'un dialogue constant avec les parties prenantes représentatives du secteur	Co-élaborer des politiques en partenariat avec les agriculteurs, les peuples autochtones et les communautés sous-représentées

Introduction

D'immenses champs de blé et des paysages de prairies parsemés de silos à grains le long des voies ferrées - ces images emblématiques sont bien familières aux Canadiennes et Canadiens.

L'agriculture céréalière nourrit notre pays, soutient les moyens de subsistance dans les régions rurales et stimule la croissance économique. En effet, le blé est un aliment de première nécessité pour 35 % de la population mondiale et constitue la plus grande culture au Canada.

Cependant, les signes de tension se multiplient, et le secteur fait face à de nombreux défis économiques, sociaux et environnementaux, notamment les événements climatiques extrêmes, la dégradation des sols, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et une transition de la main-d'œuvre en cours.

Les agriculteurs ont besoin de soutien pour s'adapter à ces défis. Si les tendances actuelles se maintiennent, non seulement leurs moyens de subsistance seront menacés, mais l'approvisionnement alimentaire du Canada le sera aussi. Attendre pour agir ne fera qu'empirer ces dommages, les rendant encore plus coûteux ou impossibles à inverser. Nous devons intervenir immédiatement pour restaurer les terres dégradées, contribuer à stabiliser le climat et assurer la pérennité des systèmes alimentaires pour les générations futures.

QU'EST-CE QUE LA CULTURE CÉRÉALIÈRE?

Aux fins de ce rapport, la culture céréalière est un terme général pour faire référence à trois types de cultures : céréales, légumineuses à graines et graines oléagineuses.

Les céréales comprennent des cultures comme le blé, l'orge, le maïs et l'avoine. Le Canada est le plus grand exportateur de céréales, plantant près de 14 millions d'hectares chaque année, équivalent à presque 46 millions de tonnes de nourriture.

Les légumineuses à graines sont des graines de plantes comestibles de la famille des légumineuses, dont les haricots, les pois chiches, les lentilles et les pois. Le Canada est l'un des plus importants producteurs de légumineuses à graines et 80 % des légumineuses à graines du Canada sont exportées partout dans le monde.

Les graines oléagineuses sont des graines également précieuses pour leur teneur en huile, comme le soja, le tournesol, le canola et le lin. Au Canada, le canola est l'une des cultures les plus répandues, générant environ un quart de toutes les recettes des cultures agricoles.

La durabilité est menacée

Sécheresse, feux de forêt, crues soudaines, violentes tempêtes – les événements météorologiques extrêmes deviennent plus fréquents et intenses avec les changements climatiques.

Ces événements touchent toutes les Canadiennes et tous les Canadiens, mais plus particulièrement nos agriculteurs dont les moyens de subsistance dépendent des conditions climatiques. Au cours des dernières années seulement, la [sécheresse](#) dans les Prairies, les [inondations extrêmes](#) en Colombie-Britannique et les [violentes tempêtes de grêle](#) en Alberta ont toutes réduit le rendement des agriculteurs. Une étude en 2024 a révélé que 76 % des agriculteurs et des éleveurs ont déclaré avoir été touchés par de graves intempéries au cours des cinq dernières années². Collectivement, ceci entraîne de lourdes conséquences pour les rendements, les revenus et même la [santé mentale](#) des agriculteurs, ceux-ci devant composer

avec un environnement qui est fondamentalement plus difficile et moins prévisible que dans les années passées. Enfin, la susceptibilité aux conditions météorologiques extrêmes entraîne un marché moins stable et une augmentation des prix des aliments pour les consommateurs.

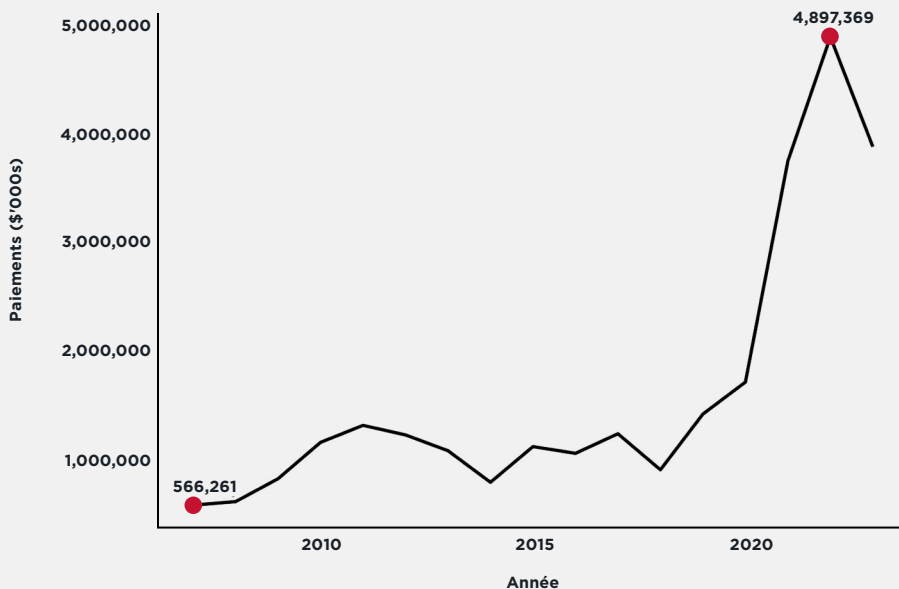
Les impacts des conditions météorologiques extrêmes sur l'agriculture peuvent également réduire considérablement les budgets des gouvernements. Les gouvernements fédéral et provinciaux ont conjointement fourni une série de programmes de [gestion des risques de l'entreprise](#) qui comprennent des paiements d'assurance aux agriculteurs en cas d'événements rares et graves, le plus important étant son programme Agri-protection qui couvre les pertes de production. Les paiements d'assurance pour les cultures ont drastiquement augmenté de 566 millions de dollars en 2007 à près de 4,9 milliards de dollars en 2022 (voir Figure 1). Selon [une évaluation de l'Agri-protection](#) par Agriculture et Agroalimentaire Canada, les réserves accumulées par l'entremise du programme Agri-protection au cours des 20 dernières années ont été presque complètement épuisées par les réclamations en 2021 et 2022 seulement.

Pensons à la Saskatchewan, foyer de près de 40 % des zones agricoles totales au

Canada. Une sécheresse en 2021 a donné lieu à 2,4 milliards de dollars de réclamations d'assurance-récolte, contribuant à amener la province à [un déficit historique de 2,7 milliards de dollars](#). Tandis que des événements climatiques régionaux plus fréquents et plus graves devraient se

produire, la durabilité à long terme de tels programmes d'assurance et de garanties gouvernementales est en danger.

Figure 1: Paiements assurance-récolte aux producteurs agricoles, 2007-23

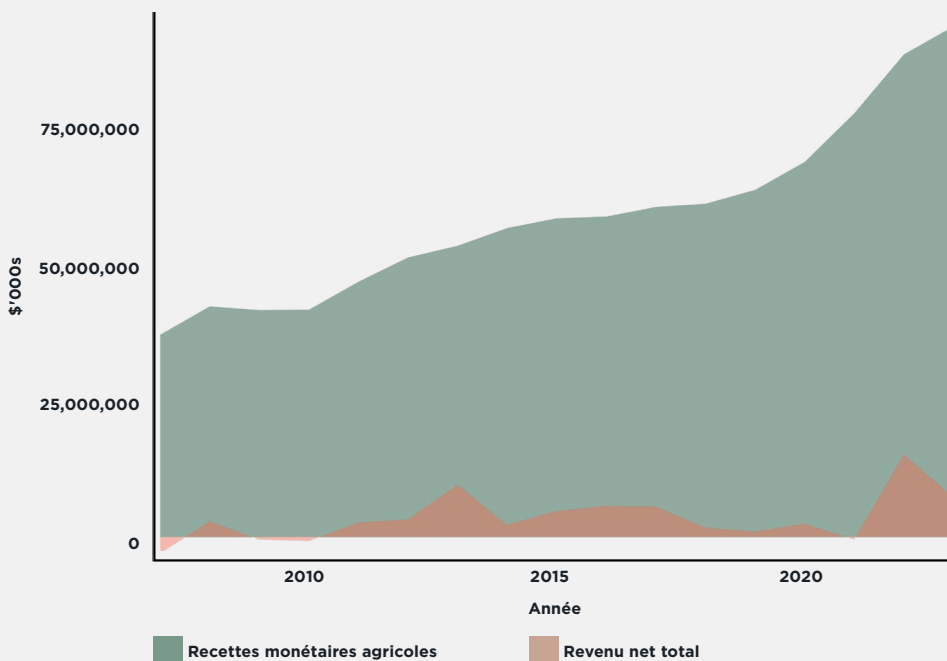


Source: [Statistique Canada, « Paiements directs versés aux producteurs agricoles »](#).

Ces programmes d'assurance peuvent également masquer la profitabilité des exploitations agricoles canadiennes. Bien que les revenus agricoles aient plus que doublé depuis 2007, le revenu total net des agriculteurs, après les subventions gouvernementales, est demeuré

relativement stable (voir Figure 2). Les méthodes agricoles traditionnelles ont encouragé un modèle à haut niveau d'intrants et haut niveau d'extrants qui génère une augmentation des rendements, de la production et des recettes, mais le revenu demeure le

Figure 2: Recettes agricoles brutes et revenu net réalisé, nets des subventions gouvernementales, 2007-23



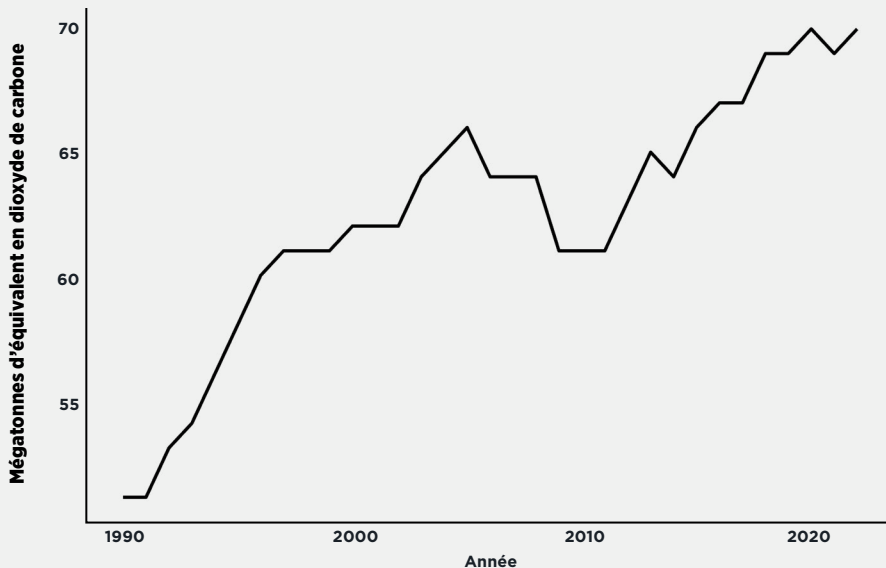
Source: [Statistique Canada](#), « Recettes monétaires agricoles », « Revenu agricole net », « Paiements directs versés aux producteurs agricoles »

même parce que les agriculteurs paient davantage pour leurs intrants.

En même temps, le secteur agricole a un rôle important à jouer pour aider le Canada à atteindre ses cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de 40 à 45 % d'ici 2030 et de carboneutralité d'ici 2050. Un peu plus de

10% des émissions nationales de gaz à effet de serre au Canada proviennent chaque année des secteurs agricole et alimentaire. Entre 1990 et 2021, les émissions du secteur agricole ont augmenté de 39 % (voir Figure 3), principalement en raison de l'augmentation de la production d'engrais et leur utilisation dans la

Figure 3: Émissions de gaz à effet de serre agricole au Canada, 1990 à 2021, (en mégatonnes d'équivalent en dioxyde de carbone, arrondis)



Source: [Rapport national d'inventaire 1990-2021, gaz à effet de serre](#)

production de cultures. Sans changements dans les pratiques agricoles actuelles, les émissions du secteur agricole pourraient s'accroître de 47 % additionnels d'ici 2050².

De plus, les pratiques agricoles intensives actuelles peuvent menacer des espèces à risque ainsi que la biodiversité⁴ et nuire à la santé des sols, ce qui en retour nuit à la capacité des sols de séquestrer le carbone et impacte la qualité de l'eau⁵.

Les scientifiques estiment qu'entre 1971 et 2015, l'érosion des sols a causé des pertes de rendement de 33,51 milliards de dollars, dont les cultures de graines oléagineuses et de petites céréales étant les plus durement touchées⁶.

Avec la hausse des coûts des intrants pour les engrais et les pesticides, la dégradation de la santé des sols et les impacts croissants des événements météorologiques extrêmes, les céréaliers canadiens ont besoin d'une nouvelle approche. Nous devons assurer une agriculture et un secteur céréalier plus résilients face au climat pour répondre aux défis croissants des conditions météorologiques extrêmes, lesquelles pèsent sur l'économie et les budgets. Ceci est particulièrement critique puisque la production alimentaire du Canada pourrait devoir s'accroître de 25 % d'ici 2050 afin de maintenir notre contribution à l'approvisionnement alimentaire à l'échelle mondiale.

Les avantages de l'agriculture régénératrice

Alors, que signifie l'agriculture régénératrice?

Bien qu'il n'existe pas de définition unique, son objectif est de restaurer et maintenir la santé des terres, des sols et des écosystèmes environnants, inversant souvent les dommages causés par les méthodes agricoles intensives.

Ces méthodes intensives maximisent les rendements et les profits à court terme grâce à des pratiques comme l'utilisation massive d'engrais, la monoculture sur de grandes superficies et la mise en culture de terres marginales – des zones au sol pauvre ou soumises à d'autres contraintes qui les rendent plus vulnérables à la dégradation ou nécessitant une quantité plus élevée d'intrants.

Les pratiques régénératrices sont plus rentables pour les agriculteurs à long terme. Une étude du Boston Consulting

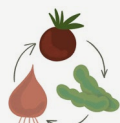
Group (BCG) a révélé qu'après l'investissement initial dans la transition aux pratiques régénératrices, la rentabilité peut augmenter jusqu'à 120 % avec un retour sur investissement prévu de 15 à 25 % sur 10 ans. Dans le même ordre d'idées, une étude américaine sur les Grandes Plaines du Nord a dévoilé que la culture régénératrice de maïs procurait des profits supérieurs de 78 % comparativement aux systèmes de production traditionnels, malgré une production inférieure de 29 %. Cette rentabilité a été attribuée à la valorisation des matières organiques du sol et à la réduction des coûts des intrants. Selon une analyse McKinsey sur les exploitations agricoles de la « ceinture de maïs » américaine, durant les années de sécheresse lorsqu'une ferme conventionnelle ne peut atteindre qu'un tiers de son rendement typique, les fermes qui utilisent des méthodes sans labourage et plantent des cultures de couverture pourraient maintenir plus de 95 % de leur rendement habituel.

On retrouve cinq principes communément acceptés d'agriculture régénératrice (voir Figure 4) et des dizaines de pratiques (voir Annexe A) considérées régénératrices, dont les cultures de couverture, la rotation des cultures, un travail réduit du sol et le pâturage holistique. Pour donner un exemple, les

Figure 4 : Cinq principes fondamentaux de l'agriculture régénératrice



Minimiser
soil disturbance



Maximiser
la diversité
des cultures



Garder
les sols
couverts



Maintenir
les racines
vivantes à
l'année



Intégrer
le bétail

cultures de couverture poussent durant les périodes de jachère pour protéger le sol, améliorer la rétention d'eau, stimuler la matière organique et prévenir le lessivage des nutriments. Les pratiques régénératrices aident à renforcer la résilience des sols et des terres face aux phénomènes météorologiques extrêmes, stabilisant la production pendant les saisons de croissance difficiles qui deviennent beaucoup trop courantes. Plusieurs de ces méthodes sont définies comme étant des pratiques de gestion avantageuses par les programmes gouvernementaux fédéraux et provinciaux. Les agriculteurs qui adoptent l'agriculture régénératrice se perçoivent habituellement comme des cultivateurs d'un écosystème entier et non pas comme des producteurs d'un seul produit.

L'agriculture régénératrice est ancrée dans les savoirs et les pratiques autochtones traditionnels qui existent depuis des générations. Conformément aux visions autochtones du monde, les humains et la nature ne sont pas des forces séparées, mais des parties qui forment un ensemble et qui ont besoin l'une de l'autre pour prospérer. Les méthodes régénératrices enrichissent les terres de sorte qu'elles peuvent continuer à subvenir aux besoins des générations actuelles et futures.

Pour un secteur à risque, l'agriculture régénératrice représente une solution qui atténue les changements climatiques, accroît les profits des agriculteurs et entraîne une plus grande résilience au climat. Certaines pratiques régénératrices, particulièrement l'agriculture sans labour

ou le labour de conservation, sont déjà largement utilisées. Cependant, la plupart des pratiques requièrent beaucoup plus de soutien pour assurer une transition vers un avenir plus durable. Par exemple, une étude évaluant l'adoption de 24 pratiques régénératrices différentes suggère que l'adoption généralisée peut réduire jusqu'à 78,2 millions de tonnes d'émissions de carbone chaque année au Canada d'ici 2030.

L'agriculture régénératrice renforce la résilience et la capacité d'adaptation, créant de la valeur au-delà des extrants immédiats et garantissant la productivité future. Contrairement à l'agriculture intensive, qui accorde la priorité aux rendements financiers à court terme par l'entremise d'une consommation importante de ressources et d'intrants synthétiques qui appauvrissent les sols et les écosystèmes, les pratiques agricoles régénératrices misent sur la durabilité à long terme. Ces pratiques favorisent un équilibre entre la santé écologique, les rendements des cultures et la profitabilité en régénérant la santé du sol, la biodiversité et le bien-être des communautés, tout en réduisant le gaspillage et renforçant la résilience face aux conditions climatiques extrêmes. Les pratiques régénératrices peuvent être appliquées à de grandes exploitations agricoles, mais favorisent également des

moyens de subsistance à long terme pour les agriculteurs de petite et de moyenne taille, en générant des avantages écologiques, économiques et sociaux durables, sans compromettre la profitabilité à long terme.

Étude de cas

Le parcours d'Axten Farms sur l'agriculture régénératrice



CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE: AXTEN FARMS

Axten Farms à Minton, en Saskatchewan, a pu observer directement les avantages de l'agriculture régénératrice. Cette exploitation agricole multigénérationnelle, comptant plus de 100 années d'existence et s'étendant sur 6 000 acres, se consacre à la culture de céréales saines. Axten a transformé ses pratiques pour mettre l'accent sur la santé des sols et la résilience à long terme. « Tout ce que nous faisons tourne autour des sols », est le mantra de Tannis Axten. La ferme a amorcé son parcours de régénération en 2006, motivée par le constat que la santé de ses sols était déficiente. Des épisodes de grosses pluies avaient fait ressortir l'enjeu : l'eau s'écoulait à la place d'être absorbée.

Des formations, des expérimentations et des investissements dans de nouvelles technologies ont amené Axten Farms à adopter des pratiques régénératrices. Ces pratiques ont amélioré la biologie des sols, réduit l'érosion, modéré les températures des sols et augmenté la rétention d'eau. « Depuis que nous maintenons le sol couvert, nous avons observé beaucoup moins son lessivage. »

Les pratiques régénératrices ont apporté des bénéfices mesurables. Les rendements de leur ferme familiale, où ces pratiques sont en place depuis près d'une décennie, sont désormais presque le double de ceux d'une ferme conventionnelle nouvellement acquise, et ce, malgré des conditions et des intrants similaires. Les coûts des intrants, surtout ceux des engrais, ont considérablement diminué. « On a moins d'intrants, et moins de risque – mais c'est un grand saut dans l'inconnu », explique Tannis.

Les pratiques régénératrices ont aussi eu un impact sur la communauté et au-delà. Les succès obtenus par la ferme ont permis d'embaucher plus de personnel et les employés ont pu acheter une maison dans la ville de Minton, Saskatchewan. L'attention portée à la santé des sols s'est étendue à la santé des personnes : « Nous voulons cultiver des choses qui font que les personnes se sentent plus en santé », ajoute Tannis.

La famille Axten perçoit son parcours comme une évolution. Elle adhère à des programmes de certification d'agriculture régénératrice comme Regenified, qui met l'accent sur l'amélioration continue et les connecte à des acheteurs à la recherche de céréales issues de l'agriculture régénératrice. Sensibiliser les consommateurs et développer un marché pour leurs produits agricoles demeure aussi une de leurs priorités. « L'éducation est la clé – pour combler l'écart entre les agriculteurs et les consommateurs », indique Tannis.

Axten Farms sont la preuve que l'agriculture régénératrice ne se limite pas uniquement à l'exploitation agricole, elle contribue à la création d'un avenir durable pour le sol, la ferme et la communauté.

Les obstacles à l'adoption de pratiques régénératrices

Des consultations auprès d'agriculteurs et autres parties prenantes (voir Annexe B), de même qu'une revue de la littérature, ont fait ressortir plusieurs obstacles à l'adoption de pratiques régénératrices, dont ceux indiqués ci-dessous (Tableau 2).

Tableau 2 : Principaux obstacles à l'adoption de pratiques régénératrices

CATÉGORIE	OBSTACLE	DESCRIPTION
Obstacles en matière de sensibilisation et de connaissances	Manque de sensibilisation	Les producteurs peuvent ne pas être au courant de certaines pratiques régénératrices qui s'appliquent à leur situation.
	Manque de connaissances sur la manière d'appliquer les pratiques	L'accès limité à des conseillers impartiaux en agronomie ou à des pairs qui peuvent fournir des conseils sur la manière d'appliquer certaines méthodes dans leur propre ferme.
	Scepticisme quant aux avantages	Difficulté à changer la mentalité ancrée dans les pratiques historiques et la quantité limitée de preuves pertinentes à l'échelle régionale sur les avantages de l'agriculture régénératrice.

CATÉGORIE	OBSTACLE	DESCRIPTION
Obstacles économiques	Incapacité des agriculteurs à différencier les produits issus de l'agriculture régénératrice auprès des consommateurs	Les consommateurs finaux susceptibles de s'intéresser aux pratiques régénératrices sont rarement capables de trouver ces produits, limitant les incitatifs financiers pour les agriculteurs à adopter ces pratiques.
	Investissement initial et risques	Le changement dans les pratiques nécessite des investissements initiaux pour les équipements et la main-d'œuvre, ce qui représente un risque en raison du temps que cela prendra (estimé à quatre ans) pour que les agriculteurs observent un rendement sur leur investissement. Plus de 40% des terres agricoles étant louées, la durabilité à long terme n'est pas toujours une priorité pour les agriculteurs locataires.
Obstacles en matière de politiques et de programmes	Des mesures incitatives incompatibles avec les programmes et politiques existants	Certaines politiques et certains programmes existants peuvent encourager activement les producteurs à adopter des pratiques qui ne sont pas régénératrices.
	Méfiance des agriculteurs envers la conception de certains programmes	Les agriculteurs ont le sentiment que la conception et la mise en œuvre des politiques n'ont pas été adéquatement guidées par les expériences des agriculteurs. Ceci entraîne de la méfiance et nuit à l'acceptation et à l'adoption de ces programmes.

La nécessité d'intensifier les efforts actuels du gouvernement

De nombreuses initiatives, gouvernementales fédérales et provinciales, sont offertes pour favoriser une industrie agricole plus durable. Bien qu'il s'agisse d'un pas dans la bonne direction, des lacunes demeurent.

Par exemple, le programme [Laboratoires vivants](#) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada réalise des progrès dans les tests de technologies et de pratiques novatrices en milieu agricole afin de s'adapter aux changements climatiques, mais le besoin pour un soutien à l'adoption et la mise en œuvre de ces pratiques demeure.

Parallèlement, le [Programme des technologies propres en agriculture](#) et les programmes du [Fonds d'action à la ferme](#)

[pour le climat](#) qui offrent des incitatifs financiers pour adopter des technologies propres et des pratiques régénératrices sont sur souscrits, suggérant une forte demande de soutien gouvernemental. Lors des consultations auprès des agriculteurs régénérateurs et des syndicats d'agriculteurs, il a été mentionné que ces subventions ont été utiles, mais sans être un facteur déterminant. Ces agriculteurs étaient principalement motivés par le besoin d'accroître la résilience face aux conditions météorologiques extrêmes. En fait, certains des premiers à avoir adopté les pratiques régénératrices se sont vu refuser une aide, puisque les subventions n'étaient pas accessibles à ceux qui avaient déjà amorcé la mise en œuvre de changements. Certaines conditions du programme, comme le seuil de revenus pour l'admissibilité, ont aussi été mentionnées comme étant des obstacles pour les agriculteurs autochtones.

Les programmes fédéraux de gestion des risques de l'entreprise peuvent également freiner l'innovation et l'adoption. [Une évaluation](#) menée par le Bureau de la vérification et de l'évaluation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada a révélé qu'Agri-protection « pourrait avoir la conséquence involontaire de diminuer la santé financière et la résilience de l'exploitation agricole à long terme de par sa construction même ». Les conditions du

programme, dont les exigences de superficies minimales, découragent les producteurs de plus petite taille à diversifier et à innover pour assurer la viabilité future de l'exploitation. Certains éléments suggèrent que l'assurance-récolte provinciale pourrait aussi fournir un incitatif à cultiver des terres marginales qui autrement ne seraient pas rentables.

Le rapport 2024 du Bureau du vérificateur général du Canada souligne également des lacunes dans les politiques fédérales et note l'absence d'une stratégie exhaustive pour guider les activités d'adaptation et d'atténuation au climat d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. En réponse, Agriculture et Agroalimentaire Canada a accepté de finaliser une Stratégie pour une agriculture durable afin de fournir une orientation générale à une action collective visant à améliorer le rendement environnemental et à coordonner les mesures dans le secteur. Cette stratégie offre la possibilité de réaliser des progrès concrets et assure que les opinions de tous les agriculteurs sont entendues, pas seulement celles des parties prenantes et des entreprises habituelles. Les consultations se sont terminées en 2024, mais la stratégie n'a pas encore été communiquée.

Des incitatifs financiers additionnels sont fournis au niveau provincial par l'entremise de programmes comme [le Programme](#)

[d'agriculture résiliente de la Saskatchewan](#) et le [volet encourageant l'agriculture régénératrice dans le programme KTTP revitalisé Canada-C.-B.](#) Ces programmes sont fondés sur les ententes de partage des coûts entre le fédéral, les provinces et les territoires conformément au [Partenariat canadien pour une agriculture durable](#). Reconnaissant les différences régionales uniques, ces initiatives provinciales sont un complément crucial au soutien fédéral à l'agriculture régénératrice. Toutefois, l'agriculture régénératrice n'est pas une priorité dans toutes les provinces, conduisant à des lacunes dans les programmes à l'échelle nationale.



Recommandations de politiques publiques

Les recommandations dans ce rapport visent à s'attaquer aux obstacles à l'adoption de l'agriculture régénératrice indiqués plus haut, et sont basées sur des recherches exhaustives et des consultations. Elles ont pour objectif de servir de complément et de soutenir la Stratégie pour une agriculture durable d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous n'avons pas l'intention d'encourager une pratique en particulier, mais de soutenir une transition à l'échelle du secteur vers des pratiques régénératrices plus généralisées.

Recommandation n° 1

Incorporer l'apprentissage des pratiques régénératrices dans les programmes de formation en agriculture

Il est prévu qu'environ 40% des exploitants agricoles prendront leur retraite d'ici 2033, rendant cruciale la nécessité d'augmenter le nombre de nouveaux agriculteurs possédant les compétences pour mettre des pratiques régénératrices en œuvre. La formation traditionnelle en agriculture est depuis longtemps axée sur les pratiques agricoles intensives. Pour combler cette lacune, les gouvernements devraient inciter les collèges agricoles, les instituts de technologie et les programmes de formation professionnelle à mettre à jour leurs programmes d'études afin d'inclure les pratiques régénératrices.

Ceci pourrait se faire à travers des financements ciblés qui permettraient aux établissements de fournir une formation sur l'agriculture régénératrice. Des modules d'apprentissages pratiques axés sur la communauté, des visites de fermes régénératrices et des certifications de

compétences pourraient encourager l'adoption de ces pratiques. De même, les programmes de formation en agronomie devraient mettre l'accent sur les conseils aux agriculteurs en matière de méthodes régénératrices, de sorte que ces professionnels soient en mesure de soutenir efficacement des transitions durables. Un partenariat avec des formateurs provenant d'organisations agricoles basées sur la régénération veillerait à ce que le matériel de formation soit à jour et fondé sur des données probantes.

De plus, des bourses d'études en agriculture régénératrice pourraient être offertes à l'échelle provinciale, avec un partage des coûts avec le gouvernement fédéral. Les [bourses d'études pour étudiants en agriculture](#) en Saskatchewan pourraient servir de modèle à cet égard.

Doter les agriculteurs et les agronomes d'une solide base de connaissances permettra au Canada de préparer la prochaine génération de producteurs à intégrer la santé des sols, la biodiversité et la résilience au climat dans leurs systèmes d'exploitation agricole.

Recommandation n° 2

Financer des plateformes régionales de partage de connaissances

Les politiques publiques devraient soutenir le développement de plateformes régionales auxquelles les agriculteurs peuvent accéder afin d'obtenir des conseils d'experts pertinents qui s'appliquent à leur région, ainsi que des possibilités d'apprentissages par les pairs. Ces plateformes agiraient à titre d'extension des services agricoles et offriraient des ateliers sur le terrain, des outils multilingues et des formations adaptés à chacune des régions et des climats.

L'expérience des agriculteurs peut être renforcée par des programmes de mentorat avec des agriculteurs expérimentés qui fournissent un soutien personnalisé aux nouveaux arrivants, comme le [programme de stages pratiques en agriculture durable de l'Université de la Colombie-Britannique](#).

Une option pourrait être que les provinces réservent des fonds pour la formation en agriculture régénératrice, en utilisant des ressources de leur programme [ententes sur le développement de la main-d'œuvre](#) avec le gouvernement fédéral, conçu pour soutenir des programmes de formation et de perfectionnement des compétences.

Ces fonds pourraient soutenir la formation continue et le perfectionnement des compétences, assurant que les agriculteurs actuels puissent passer à des pratiques régénératrices et les maintenir de manière efficace.

Des subventions ou des crédits d'impôt pourraient aussi être offerts pour promouvoir des agriculteurs expérimentés à titre de mentors, créant des incitatifs de type « former le formateur » pour la mise en œuvre d'approches plus systématiques. S'appuyant sur des programmes comme [Canadian Prairies Trusted Advisors Partnership](#) récemment lancé, cette combinaison d'apprentissages collectifs et de mentorat individuel viendrait renforcer le réseau de soutien pour les agriculteurs qui passent à des pratiques régénératrices.

Recommandation n° 3

Accroître les investissements dans les recherches régionales qui évaluent les avantages des pratiques régénératrices

Pour convaincre les agriculteurs d'adopter des pratiques régénératrices, le secteur doit fournir des preuves qui confirment que ces pratiques sont meilleures pour la société et pour les agriculteurs eux-mêmes.

Une panoplie de recherches ont été menées à l'échelle mondiale, mais les agriculteurs veulent savoir si ces résultats

peuvent s'appliquer à leurs terres. Il est en fait possible de mener plus de recherches et d'obtenir davantage de données, en s'appuyant sur des initiatives comme celle des Laboratoires vivants, pour démontrer l'impact des pratiques régénératrices sur les agriculteurs céréaliers canadiens et donner aux producteurs l'assurance de sélectionner et adopter les pratiques qui conviennent le mieux à leurs activités. Quelques suggestions :

- » Collaborer avec des universités et des chercheurs afin de développer des programmes de recherche sur l'agriculture régénératrice à l'aide de connaissances, d'outils et de technologies adaptés aux régions;
- » Intégrer le suivi et l'évaluation d'indicateurs agro-environnementaux et de rendement sur investissements dans des programmes à coûts partagés et avoir pour pratique courante de communiquer les résultats des recherches.

Recommandation n° 4

Promouvoir les normes existantes auprès des agriculteurs et des consommateurs

Les certifications comme [Regenified](#) et [Regenerative Organic Certified](#) répondent à une demande grandissante pour les produits issus de pratiques régénératrices. Ces programmes permettent aux agriculteurs régénérateurs d'attirer des

Étude de cas

Trusted Advisor Partnership (TAP) dans les Prairies canadiennes

Le programme TAP, récemment lancé dans les Prairies canadiennes, illustre le pouvoir des systèmes locaux de connaissances et de réseaux de mentorat pour promouvoir l'agriculture durable.

Le programme TAP, soutenu par de grandes entreprises agroalimentaires et de boissons, des organisations non gouvernementales et des partenaires scientifiques, vise à combler les lacunes dans l'aide technique pour la gestion de la santé des sols. En équipant les agronomes de compétences de pointe et en les étendant aux réseaux de professionnels, le programme TAP est positionné pour renforcer considérablement la résilience agricole au Manitoba et en Saskatchewan.

Le programme TAP au Dakota du Nord qui a servi de modèle pour l'initiative canadienne, a déjà montré des résultats impressionnants. Depuis ses débuts en 2022, plus de 30 conseillers indépendants certifiés en cultures ont obtenu leur diplôme du programme, conduisant à une gestion durable de centaines de milliers d'acres. Le programme TAP des Prairies canadiennes vise à former plus de 225 agronomes au cours des cinq prochaines années, amenant possiblement des pratiques d'agriculture de conservation de pointe à plus de 500 agriculteurs d'ici 2029.

consommateurs qui partagent ces valeurs. L'adoption au Canada demeure toutefois limitée.

Le fait de sensibiliser davantage et de promouvoir les normes existantes de certification en agriculture régénératrice offre une possibilité inexploitée d'exposer les agriculteurs à un marché en expansion. L'alignement sur une norme aiderait également à définir des pratiques claires, à assurer l'adhésion, à instruire les consommateurs et à corriger la mauvaise utilisation du terme « régénératrice » par le marché.

Le succès du mouvement écologique montre le pouvoir de l'étiquetage et de la certification sur la reconnaissance des consommateurs pour stimuler une adoption généralisée.

Pour maximiser la crédibilité, la mise en œuvre doit privilégier une vérification indépendante et éviter les modèles à but lucratif. Ceci devrait être combiné à une plus grande éducation des consommateurs sur les avantages des céréales issues de l'agriculture régénératrice. De plus, les certifications devraient tenir compte du fait que l'agriculture régénératrice est un parcours à long terme et faire en sorte de souligner les progrès des agriculteurs à différentes étapes du parcours.

Recommandation n°5

Accroître les programmes de financement qui réduisent les risques liés à l'adoption de technologies régénératrices pour les agriculteurs

La réduction des risques et des coûts associés à l'adoption d'une nouvelle technologie qui soutient l'agriculture régénératrice est cruciale. Alors que des technologies novatrices comme l'application de précision d'engrais et les engrais à faibles émissions sont accessibles et offrent la possibilité de changer les choses, les investissements initiaux demeurent un obstacle.

Nous recommandons donc aux gouvernements fédéral et provinciaux de travailler ensemble pour accroître des programmes comme le [Programme des technologies propres en agriculture](#) qui fournit une aide financière aux agriculteurs pour adopter des technologies propres comme les logiciels de gestion agricole.

De plus, les programmes qui protègent les agriculteurs contre les pertes financières résultant de l'adoption de nouvelles pratiques (par exemple, le défi Meilleures pratiques de gestion du Fonds pour la protection des Grands Lacs) devraient être instaurés et soutenus pour encourager les agriculteurs qui hésitent à tester de nouvelles pratiques.

Étude de cas : [Défi Meilleures pratiques de gestion](#)

En 2002, le Fonds pour la protection des Grands Lacs a instauré un programme pour protéger les agriculteurs contre les pertes financières qui pourraient découler de l'adoption de nouvelles pratiques de gestion avantageuses. Ce programme avait pour objectif d'offrir une opportunité sans risque aux producteurs de constater, à partir de leur propre ferme, que les nouvelles pratiques peuvent être profitables.

Les agriculteurs possédant plus de 15 000 acres de maïs ont participé au programme à travers les États-Unis, et grâce à ce programme, l'usage d'azote a diminué en moyenne de 41 livres par acre par année.

Plus important encore, après avoir participé au programme, 60% des agriculteurs participants ont étendu les pratiques à des acres supplémentaires, et ce, sans incitatif additionnel.

Recommandation n° 6

Mettre à l'essai des programmes d'assurance alternatifs

Les assurances traditionnelles peuvent laisser certains agriculteurs sans assurance ou insuffisamment assurés parce qu'elles ne soutiennent pas la transition des pratiques traditionnelles vers des pratiques régénératrices. Il y a une opportunité de tester et d'élargir des programmes d'assurance alternatifs avec des incitatifs mieux alignés sur les pratiques régénératrices.

Par exemple, le programme [Multi-Peril Crop Averaging](#) en Saskatchewan permet aux agriculteurs de regrouper leurs cultures, récompensant les agriculteurs qui cultivent plus d'un type de culture en réduisant le coût de l'assurance récolte. Des programmes similaires pourraient être introduits dans d'autres provinces.

Il y a également une possibilité de fournir des incitatifs par le biais de l'assurance, comme la réduction des primes pour les exploitations agricoles certifiées régénératrices.

Le gouvernement fédéral devrait co-développer des solutions d'assurance adaptées aux changements climatiques afin d'assurer que les programmes reflètent les réalités du terrain. La modernisation des assurances peut être un moyen pour

le Canada de protéger ses agriculteurs, de renforcer la sécurité alimentaire et de devenir le chef de file de l'agriculture adaptée aux conditions climatiques.

Recommandation n° 7

Adapter les programmes actuels de gestion des risques de l'entreprise pour encourager les pratiques régénératrices

Les programmes actuels de gestion des risques de l'entreprise du Canada sont conçus pour aider les agriculteurs à gérer les risques et à stabiliser les revenus agricoles lorsque leurs rendements peuvent diminuer. Bien qu'ils ne soient pas conçus pour encourager les pratiques régénératrices, ils peuvent être un outil précieux pour favoriser un changement de comportement, surtout que plus de 75 % des producteurs de céréales sont déjà inscrits aux programmes et les connaissent.

Des changements peuvent être apportés à ces programmes pour récompenser les agriculteurs qui adoptent des pratiques régénératrices. Ces changements peuvent comprendre :

- » Réduction des primes pour les producteurs qui satisfont à certains critères qui démontrent l'engagement envers des pratiques régénératrices (p. ex., les gouvernements évaluent actuellement un [rabais sur les primes d'Agri-protection](#));

- » Réduction de la couverture pour les programmes qui ne sont pas avantageux du point de vue environnemental (p. ex., interdire la couverture pour les rotations de cultures uniques sur plusieurs années ou limiter la couverture de prairies permanentes nouvellement converties, des arbres ou des terres humides pour une période donnée);
- » Éliminer les exigences pour les pratiques qui augmentent les émissions de gaz à effet de serre (p. ex., éliminer les exigences de labour et de fauchage préalables pour recevoir un paiement dans le cadre des [indemnités de non-ensemencement](#)).

Ces types de changements fourniront également le coup de pouce nécessaire aux agriculteurs pour adopter des pratiques régénératrices et, tout aussi important, réduire les obstacles actuels.

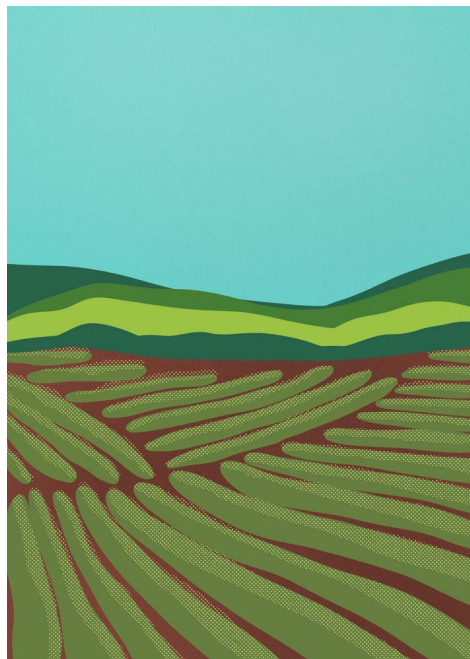
Recommandation n° 8

Co-élaborer des politiques en partenariat avec les agriculteurs, les peuples autochtones et les communautés sous-représentées

Les agriculteurs, les peuples autochtones et les communautés sous-représentées détiennent de précieuses connaissances sur la gestion durable des terres, mais leur exclusion du processus de prise de décisions a mené à des politiques inefficaces, à de la méfiance et à des occasions manquées.

Le succès d'une agriculture régénératrice au Canada repose sur l'expertise locale et des savoirs traditionnels. En travaillant en équipe, le gouvernement fédéral peut intégrer ces perspectives dans les politiques, favorisant ainsi des solutions durables et rétablissant la confiance.

Pour ce faire, le gouvernement fédéral doit faire participer ces groupes à titre de partenaires égaux, respecter la gestion des terres autochtones et s'attaquer aux obstacles comme le financement limité et l'accès aux ressources. Une prise de décisions transparente et inclusive renforcera les communautés, accélérera l'adoption et assurera que les avantages de l'agriculture régénératrice profitent aux personnes et à la planète.



Conclusion

Les dernières années de conditions météorologiques extrêmes ont exposé la vulnérabilité du secteur céréalier du Canada

Si nous voulons que l'agriculture canadienne continue de nourrir la société dans son ensemble, nous devons pleinement adopter le mouvement vers l'agriculture régénératrice. Ce document de politiques publiques fournit des grandes lignes visionnaires, et pratiques, pour réaliser cette transformation.

En unissant le secteur de la culture céréalière autour d'objectifs communs et en menant un processus décisionnel inclusif, le Canada peut assurer que les agriculteurs ouvrent la voie à la durabilité. Le dynamisme et la rénovation des réseaux de partage de connaissances fournira aux agriculteurs les ressources, le soutien, le mentorat et le contexte local nécessaires pour mettre en œuvre des pratiques régénératrices.

Des changements aux politiques et programmes gouvernementaux existants peuvent encourager l'adoption des pratiques et répondre aux analyses de risques-bénéfices des agriculteurs. Enfin, des mesures incitatives pour encourager l'adoption de technologies aideront les producteurs de céréales au Canada à continuer sur la voie de l'adaptation et l'atténuation climatique, tout en assurant leurs moyens de subsistance.

Il peut y avoir des obstacles à l'atteinte d'un avenir régénératif. Mais si les mesures sont prises avec patience et avec créativité, méthodiquement et dans la collaboration, les décideurs politiques, les agriculteurs et les agronomes pourront créer un paysage agricole mondialement reconnu comme un modèle de durabilité et d'innovation.

Le moment d'agir c'est maintenant!

Notes de fin de page

1. **Bureau du vérificateur du Canada.** Rapport 5 – L'agriculture et l'atténuation des changements climatiques – Agriculture et Agroalimentaire Canada. 2024. Rapports du commissaire à l'environnement et au développement durable au Parlement du Canada. https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/att_f_44477.html
2. **Économie RBC – Leadership avisé. 2022.** La prochaine révolution verte : comment le Canada peut accroître sa production alimentaire tout en réduisant ses émissions. RBC. <https://leadershipavise.rbc.com/la-prochaine-revolution-verte-comment-le-canada-peut-accroitre-sa-production-alimentaire-tout-en-reduisant-ses-emissions/>
3. **Fermiers pour la transition climatique. 2024.** Perception des producteur·rices concernant la durabilité environnementale et les changements climatiques – Sondage national 2024 auprès des agriculteur·rices et des éleveur·se·s. Fermiers pour la transition climatique. <https://fermierspourlatransitionclimatique.ca/sondage-2024>
4. **Benton, T.G., Bieg, C., Harwatt, H., Pudasaini, R., & Wellesley, L. 2021.** Food system impacts on biodiversity loss. United Nations Environment Programme. <http://www.unep.org/resources/publication/food-system-impacts-biodiversity-loss>
5. **Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts. 2024.** Terrain critique : Pourquoi le sol est essentiel à la santé économique, environnementale, humaine et sociale du Canada. Sénat du Canada. https://sencanada.ca/content/sen/committee/441/AGFO/reports/2024-06-06_CriticalGround_f.pdf
6. **Badreldin, N., Lobb, D.A. 2023.** The costs of soil erosion to crop production in Canada between 1971 and 2015. Sustainability, 15(5), 4489.
7. **Bugas, J., Conant, H., Hoo, S., Bellino, F., Unnikrishnan, S., & Westerlund, M. 2023.** Making Regenerative Agriculture Profitable for US Farmers. BCG Global. <https://www.bcg.com/publications/2023/regenerative-agriculture-profitability-us-farmers>
8. **LaCanne, C.E., & Lundgren, J.G. 2018.** Regenerative agriculture: merging farming and natural resource conservation profitably. PeerJ, 6, e4428. <https://doi.org/10.7717/peerj.4428>
9. **Stockdale, O., Prabhala, P., & Brennan, T. 2024.** Revitalizing fields and balance sheets through regenerative farming. McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/industries/agriculture/our-insights/revitalizing-fields-and-balance-sheets-through-regenerative-farming#/>
10. **Drever, C.R., Cook-Patton, S.C., Akhter, F., Badiou, P.H., Chmura, G.L., Davidson, S.J., et al. 2021.** Natural climate solutions for Canada. Science Advances, 7, eabd6034.
11. **Loring, P.A. 2022.** Regenerative food systems and the conservation of change. Agric Human Values, 39, 701-13.
12. **Bureau du vérificateur général du Canada. 2024.** Rapport 5 – L'agriculture et l'atténuation des changements climatiques – Agriculture et Agroalimentaire Canada. Rapports du commissaire à l'environnement et au développement durable au Parlement du Canada. https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/att_f_44477.html
13. **Leadership avisé RBC. 2023.** Agriculteurs demandés : Le renouvellement de la main-d'œuvre dont le Canada a besoin pour mener la prochaine révolution verte. RBC. <https://leadershipavise.rbc.com/agriculteurs-demandes-le-renouvellement-de-la-main-doeuvre-dont-le-canada-a-besoin-pour-mener-la-prochaine-revolution-verte/>

Annexe A

Exemples de pratiques agricoles régénératrices

Protéger la surface du sol avec des cultures de couverture

Cultiver une culture additionnelle lorsqu'aucune culture ne serait pas cultivée habituellement semée pour protéger le sol de l'érosion, augmenter la rétention d'eau et améliorer la santé du sol. Les avantages comprennent l'amélioration du stockage de carbone par le sol en fournissant des matières organiques, en piégeant l'azote et en réduisant le lessivage dans les eaux souterraines.

Intégrer le bétail par l'entremise d'une rotation du pâturage

Les animaux des pâturages fournissent du fumier qui aide à régénérer la santé du sol, à stimuler la production d'herbe et à améliorer le stockage de carbone. Assurer la rotation des animaux sur des parcelles spécifiques permet à l'herbe de pousser et de former des racines plus longues, accroissant ainsi le stockage de carbone dans le sol.

Minimiser les perturbations du sol avec peu ou pas de labour

Cette pratique favorise la santé du sol et améliore la rétention d'eau en limitant les perturbations du sol aux saisons de semis. Ceci réduit les coûts de main-d'œuvre, de location d'équipements et de carburant pour les agriculteurs.

Diversifier par l'entremise de la culture intercalaire/culture associée

La culture associée consiste à planter et à cultiver deux cultures ou plus ensemble, ce qui réduit les risques de maladies et d'organismes nuisibles. Cette pratique aide aussi à contrôler les mauvaises herbes et à améliorer la structure du sol. La culture intercalaire avec des arbres est une variante où les cultures et les arbres poussent ensemble.

Maintenir des racines vivantes pour séquestrer le carbone

Cette méthode permet de capturer l'excédent de carbone atmosphérique et de le stocker dans le sol, ce qui est bénéfique à la fois pour la végétation et les animaux.

Annexe B

Entrevues avec des spécialistes

Diane-Laure Arjalies

Professeure agrégée, fondatrice et responsable de Sustainable Finance Lab, Ivey Business School à l'Université de Western Ontario

Lisa Ashton

Responsable des politiques agricoles, Institut d'action climatique RBC

Tannis Axten

Agriculteur régénérateur, Fermes Axten, Saskatchewan

Erika Bachmann

Initiative de secteurs prioritaires, Environnement et Changement climatique Canada

Maxime Beaupre

Directeur général, division de l'intégration stratégique et politique de compétitivité, Agriculture et Agroalimentaire Canada

Brodie Berrigan

Directeur principal des relations gouvernementales et de la politique agricole, Fédération canadienne de l'agriculture

Jason Bent

Directeur des politiques, Fédération ontarienne de l'agriculture

Hubert Blais

Agriculteur céréalier, Saskatchewan

Harold Perry

Agriculteur, The Perry Farm, Alberta

Jean-Michel Couture

Associé et président, Agéco

Magalie Delomier

Directrice générale adjointe, Union des producteurs agricoles du Québec

Evan Fraser

Professeur et directeur de l'Institut Arrell Food de l'Université de Guelph

Michael et Luis Groot

agriculteurs, Groot Family Potato Farmers, Alberta

Geneviève Grossenbacher

Directrice des politiques, Fermiers pour la transition climatique

Keith Halliday

partenaire et directeur associé, Global Trade & Investment, et responsable du Centre BCG pour l'avenir du Canada, Boston Consulting Group (BCG)

Chris McKee

Premier vice-président, Cercle national pour l'agriculture et l'alimentation autochtones

Susie Miller

Directrice générale, Table ronde canadienne sur la durabilité des récoltes

Antonious Petro

Directeur général, Régénération Canada

Darrin Qualman

directeur de la politique et de l'action en matière de crise climatique, Syndicat national des fermiers

Carolyn Seburn

Initiative de secteurs prioritaires, Environnement et Changement climatique Canada

Véronique Simard Brochu

Directrice générale de la Fédération de la relève agricole du Québec

Sandra Znajda,

Directrice adjointe, division des politiques climatiques et des partenariats, Agriculture et Agroalimentaire Canada

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier le Forum des politiques publiques et l'équipe de direction, le personnel et les conseillers d'Action Canada pour leur soutien et leurs conseils durant ce programme, y compris, mais sans s'y limiter, Sara-Christine Gemson, Anne Matio, Emilie Davy, Kris Frederickson, Scott Taymun, Mark Stevenson, Suzanne Nault et le conseil consultatif. Nous sommes reconnaissants de cette occasion unique d'évoluer en tant que Canadiennes et Canadiens et en tant que leaders. Nos sincères remerciements à notre mentore, Rachel Wernick, qui a généreusement offert ses conseils et ses connaissances et nous a guidés sur ce parcours. Enfin, nous tenons à remercier tous les spécialistes et leaders communautaires qui ont partagé leurs points de vue avec nous.

PARTENAIRES

Canada



Johnson & Johnson
FAMILY OF COMPANIES IN CANADA



MENTOR.E.S

Scott Taymun
Rachel Wernick
Kris Frederickson

COACHS

Suzanne Nault
Karim Djinko
Sally Diab

CONSEIL CONSULTATIF

Shoshanna Saxe
Tom Rand
Sarah Daitch
Ahmed Hanafy
Guillaum Dubreuil
Kulvir Gill
Alexandria Shrake
Shaun Fantauzzo
Matt Garrow
Mark CauchiNiall O'Dea
Julie Tousignant
Carolyn Chisholm
Tina Rasmussen

EQUIPE DU FPP

Inez Jabalpurwala
Présidente-directrice générale

Sara-Christine Gemson
Directrice générale du Fellowship d'Action Canada et de l'école du FPP

Alison Uncles
Vice-président, Médias et communications du FPP

Anne Matio
Responsable du Fellowship d'Action Canada et de l'école du FPP

Emilie Davy
Coordinatrice du Fellowship d'Action Canada et de l'école du FPP

COLLABORATEURS

Mark Stevenson
Editor

Alicia Hibbert
Reivision

Laura Rojas
Graphisme

Juliana Bandeira
Illustration

Sophie Desjardins
Traduction

Naushin Ahmed
Consultation

